



Compte Rendu du 12 avril 2012

Dès l'ouverture de séance, la CGT fait une déclaration concernant le courrier des Directions sur la semaine du développement durable (voir en annexe)

Participation de l'employeur à l'effort de construction {1% logement} (pour information) :

Il est fait à l'organisme, une présentation par CILGERE et l'ARCTERH, des possibilités offertes par l'entreprise, au travers de CILGERE, des différentes aides possibles par la subvention du 1%. Accession immobilière, aide au logement, aide aux travaux, aide à la mobilité, aide au financement pour les personnes en situation de handicap,.... Une pléiade d'aides est proposable aux agents de nos entreprises. Les contacts possibles pour avoir les aides de CILGERE peuvent se faire par l'ARCTERH, CILGERE ou les assistantes sociales (problèmes de paiement de loyer,...) A chacun, suivant sa situation de se rapprocher du bon contact pour s'assurer de la confidentialité des éléments fournis. Bref, de nombreuses explications pour nous faire, ou essayer de nous faire connaître les méandres de l'organisation se rapportant aux aides possibles. De quoi laisser perplexe !! En espérant que toute personne n'arrive à trouver le bon contact ! Nous vous conseillons de vous renseigner auprès de CILGERE, eux pourraient, sans doute, trouver le bon interlocuteur pour vos demandes.

Géopositionnement des véhicules d'ISG à l'UCF AFC (pour avis) :

« Big Brother » ou comment surveiller les agents !

La Direction nous présente leur dernière innovation de suivi des agents ! Les agents d'ISG (ou IUG) vont se retrouver avec une « balise » GPS synchronisée avec leur PDA pour soit disant permettre au CAD Gaz de savoir qui est le plus proche de l'intervention. Appuyé par l'URG, cette explication ne nous convient guère, car les explications apportées ne nous semblent pas en cohérence avec la réalité de terrain. On essaye de nous faire avaler la couleuvre en expliquant qu'un agent de l'URG pourrait être plus proche que l'agent d'IUG du lieu d'intervention. Dans de grandes agglomérations urbaines, cela pourrait se comprendre, mais dans des zones rurales, bien souvent, seul l'agent d'IUG est présent sur sa ZEPIG. A quoi ça sert dans ce cas ? Pour la CGT, ça ressemble à « du flicage » même si les Directions tentent de nous faire croire le contraire. Soit disant que la visualisation ne pourrait se faire que par le CAD au travers de la consultation d'un site intranet dédié. OK, mais qui nous assure que seul les CAD auraient les codes d'accès à ce site ? Et si ça n'était pas le cas ? A quoi cela pourrait-il réellement servir ? La Direction nous fait des promesses de non dérive au titre de la déclaration faite à la CNIL. D'accord, mais quels contrôles fait réellement la CNIL sur ce genre d'application ? Aucunes ? Pour la CGT, ce système infantiliserait encore plus les agents (de quelque ordre il soit) responsables de l'activité IUG (CAD, CE, agents,...) Seule certitude, quand un agent est sur une intervention, son PDA affichera alors que l'agent n'est pas disponible sur le site pour permettre l'envoi nécessaire d'une autre personne en cas de nouvelles intervention. Là-dessus nous ne voyons pas d'avancées, mis à part, qu'à force de faire des zones de plus en plus étendues pour les Chef d'Exploitation, plus aucun n'est capable de réellement connaître l'activité sur son territoire. Reste derrière tout ça, la responsabilité des CE qui pour la connaissance de leurs réseaux et des intervenants dessus va être encore plus volatile ou floue. *Sur ce dossier, la CGT et la CFDT ont voté contre, seule la CFE-CGC a voté POUR.*

Bilan social pour l'année 2011 (pour avis):

Etat des lieux des emplois aux UCF de la DO Est, au 31 décembre 2011, nous étions 1144 agents recensés. Le plus étonnant, c'est de découvrir qu'une cinquantaine d'entre eux sont sans position M3E, pourquoi ? Mystère !!! Ces chiffres vont sans aucun doute fortement baisser au cours de l'année 2012 suite au transfert des agents des « Racco » de l'UCF vers les URE (plus de 150). *La CGT (5) a voté CONTRE le bilan social, la CFE-CGC (1) et la CFDT (2) ont voté POUR.*

Organisation de l'Agence Acheminement UCF CAR (pour avis):

La volonté accrue du démixtage !

Suite au passage de ce dossier pour information, les éléments demandés en complément sont inclus. La lisibilité de ce dossier laisse apparaître une nouvelle organisation mettant à l'écart la spécificité gaz du pôle DQG. La réorganisation, malheureusement ne s'arrête pas là, c'est la bonne occasion pour regrouper l'activité spécifique de certains services en un seul endroit et transférer des emplois d'un site à un autre. Avec, bien sur, le cas échéant, une modification de l'activité d'agents s'ils ne sont pas mobiles (c'est donc à l'agent de s'adapter coûte que coûte aux modifications de l'entreprise, à lui de faire le choix entre activité professionnelle ou lieu de travail). On arrive même à garder à l'UCF CAR l'activité « récla » au travers d'une cellule « écoute clients » sur les raccordements au service de l'URE (tout les agents « RACCO » ont muté d'office à l'URE CAR, bizarre) Quelle en est la finalité ? L'encaissement RACCO Elec de Reims part à Charleville, la centralisation du Pré 102 et redressements simples va se faire sur le site de Charleville également. Réduction d'effectifs une fois de plus sur certains sites pour viabiliser les autres. Ce n'est pas comme ça que nous gardons de la proximité de lieu de prise de travail pour de nombreux agents et des incidences que cela peut avoir sur le pouvoir d'achat ! (faire le lien avec la propagande des Directions lors de la semaine du développement durable : à la boîte on fait moins de kilomètres (avec les véhicules bleus), l'augmentation se fait par les agents avec les véhicules perso !!! Sacré mentalité pour se donner bonne conscience !! *Le vote des élus s'est porté de la façon suivante sur ce dossier : CONTRE : CGT (5), POUR : CFE-CGC (1) + CFDT (2).*

Déploiement de PICTREL V2 sur les UCF CAR et UCF Lorraine (pour avis) :

Quelles avancées réelles ?

Voilà, les expérimentations finies, l'étape suivante est le déploiement sur CAR et Lorraine de l'outil PICTREL V2.

Belle initiative de la Direction. Nous restons songeurs sur la réelle utilité des différents outils intégrés, mis à part la transmission GPRS des données au chargement et déchargement qui apportent un peu de souplesse. La fonction géocodage des points de livraison étant loin de l'attendu, celle-ci ne permet pas d'avoir un nombre conséquent de tournées géoroutées. Dans le meilleur des cas, les tournées géoroutées n'apporteraient que rarement une réduction des kilomètres et bien souvent n'améliorent pas les conditions de travail des techniciens Clientèle, voir les infantilisent par le manque de libre choix. La seule avancée affirmée haut et fort par les Directions est le gain de productivité réalisé à chaque tournée. En moyenne, 20 minutes d'activité PI seraient gagnées, mais ce n'est pas assuré pour chaque tournée. Les Directions annoncent que sur ce temps gagné, les $\frac{3}{4}$ seraient utilisées pour la « relation client » et le dernier quart serait utilisé pour la fiabilisation de « bases de données ». Pour mieux vendre ce nouvel outil auprès des agents, les Directions mettent en avant d'avoir plus de temps pour la relation sociale auprès des clients et de donner du temps pour prendre les coordonnées GPS des points de livraison qui ne seraient pas géocodés pour actualiser la base de données. Ca laisse rêveur ! Sauf qu'à aucun moment il n'est expliqué qu'il n'y a que 20 minutes de gagnées, 15 rendez-vous par tournée, avec 15 minutes de temps alloué, ça ne laisse qu'une minute en moyenne par client, ça va énormément améliorer la relation clientèle ! Nous ne parlerons pas des 5 minutes pour prendre des coordonnées GPS de PdL en zone rurale (qui sont loin d'être tous géolocalisés). Nous avons demandé des précisions concernant l'outil informatique en lui-même (PDA) s'il allait rester à l'identique. Nous avons entendu qu'une expérimentation se ferait avec des tablettes PC pour un meilleur confort visuel (une demande de ce type de matériel en dotation pour expérimentation avait été faite au CHSCT UCF Lorraine Sud, mais n'avait pas reçu l'attention escomptée par le Président de cet organisme, soit disant à cause de problèmes informatiques et logiciels rencontrés). Nous aurions tout de même voulu avoir plus de précision sur ce nouvel appareil concernant son expérimentation et avons demandé à ce que soient informés les IRP si cela devait se généraliser).

L'expression des élus pour ce dossier s'est déroulée de la sorte : CONTRE la CGT (5) + la CFDT(2), POUR la CFE-CGC (1).

Transfert activités de recrutement aux plaques (pour information):

Recrutement à la maille de l'Unité

Ce dossier nous présente la nouvelle organisation du recrutement désiré par les employeurs eRDF et GrDF. Ils seront faits à la maille des unités sous couvert des deux entités **CEM** pour eRDF (**C**onseiller **E**mploi **M**obilité) & **PREM** pour GrDF (**P**ilote **R**égional **E**mploi **M**obilité).

Concernant l'activité de recrutement, pour les UCF, cette activité, co-gérée avec l'USL disparaît, elle sera maintenant effectuée par les URE. En fait, ce qui concernait les recrutements Elec faits par l'USL est maintenant rattaché et mis en place par les URE Directement (Il n'y a plus rien à l'UCF/USL) Encore une activité qui disparaît du service commun pour se retrouver sur une Unité mono-énergie. Y aurait-il un rapprochement des UCF vers les URE ? Des petits déjeuners se font déjà en commun à certains endroits, on amadoue les agents pour les préparer à un rapprochement ??

Pour finir avec cette information, la mise en place de cette nouvelle organisation devrait être finie pour JUIN 2012.

----- ANNEXE : Déclaration CGT en ouverture de séance, -----

Développement durable, de qui se moque-t-on ?

Certains d'entre nous, voir la totalité des agents des UCF de la DOR Est ont reçu un courrier de leur Directeur concernant la semaine du développement durable.

Que l'implication de nos entreprises, dans une démarche écologique, soit une vitrine pour grand public est une chose, que les mesures à mettre en œuvre pour réellement s'y impliquer et l'appliquer en est une autre.

On ose y parler de réduction de CO2, pour limiter l'impact sur l'environnement. Ne serions nous pas totalement à



l'opposé de ces annonces. Quand nos entreprises depuis de nombreuses années ferment des sites de proximités, recentrent des services, font des entrades inter sites, avec un nombre diminuant de salariés, les kilomètres effectués sont toujours en augmentation par l'augmentation des zones d'interventions. Sans compter les salariés obligés, par les réformes incessantes, d'augmenter leurs trajets pour se rendre à leur prise de travail. N'oubliez pas non plus de prendre en compte toutes les émissions de CO2 engendrées par tous les prestataires qui travaillent pour nous, qui sont basés, bien souvent, très loin des lieux

d'intervention.

Nous n'avons certainement pas la même vision que les Directions sur le développement durable et la réduction des émissions de CO2, nous avons de réelles propositions pour réduire les émissions de CO2, remettre de la proximité réelle sur le terrain au travers des sites existants avec des salariés en conséquence pour répondre à nos mission de service public et en ré-internalisant les activités ce qui nous fera travailler dans la proximité et réduire en conséquence ces émissions de CO2.

Vos élus CGT :
José ARDURA, Pascal DAVAL, Stephane LAURENT, Didier LETT, Olivier MOTTON,
Alain PINON, Antonio PRESUTTI, Pascal THEIS, Pascal TOZZI, Gilbert VANNET
RSCE: Hervé PILLER